

Notre cabinet fédéral essaie-t-il d'imposer une « dictature » de type PCC au Canada?

Ron Gray

Ancien chef, PHC Canada

Le Premier Ministre Trudeau, le ministre du Patrimoine canadien Steven Guilbeault et la vice-première ministre Chrystia Freeland essaient-ils d'importer au Canada des aspects de la dictature du Parti Communiste Chinois (PCC)? Rappelez-vous la déclaration du Premier Ministre Justin Trudeau en 2012: « Je suis admirative de la Chine parce que sa dictature de base lui permet de redresser son économie en un rien de temps¹ . . . »

Devrions-nous tous admirer une tyrannie parce qu'elle peut mettre en œuvre plus de changements, plus rapidement, par la force, qu'une démocratie?

Pourquoi la soi-disant « opposition » à la Chambre des communes (à l'exception des députés Michael Barrett, Rachael Harder et Pierre Poilievre) est-elle si muette? Pourquoi le Premier Ministre a-t-il dit lors d'une réunion qui n'a pas été signalée au Canada que la pandémie de Covid-19 « offre la possibilité d'une réinitialisation? »²

L'idée du « Great Reset » est que « vous ne posséderez rien et serez heureux », affirme le Forum économique mondial dans sa vidéo promotionnelle³ . . . et le gouvernement aura un contrôle total grâce à des programmes tels que le revenu de base universel, les monnaies numériques et le passeport santé . . . car si vous ne faites pas ce que le gouvernement vous dit, vous n'obtiendrez pas vos avantages / argent / droits

Le Canada a besoin d'une réinitialisation, d'accord: un rétablissement du fondement moral judéo-chrétien de nos lois et de nos législateurs, et un renouvellement de la compréhension que la fonction première de notre Constitution est de protéger nos droits et libertés que Dieu nous a donnés contre les incursions injustifiées du gouvernement . . . NE PAS DÉCIDER QUELS PRIVILÈGES LE GOUVERNEMENT NOUS PERMETTRA D'AVOIR.

Pensez à ce qui n'a pas été dans les nouvelles ces derniers temps . . .

Le système de « crédit social » du PCC, qui vise le contrôle de l'opinion, de la pensée et de l'action individuelle, fonctionne en toute impunité en Chine, mais l'administration libérale fait des choses étrangement similaires au Canada: la SRC continue de façonner l'opinion publique avec son du budget financé sans fin par les impôts; le politiquement correct continue de faire réfléchir les citoyens à deux fois sur ce qu'ils devraient et peuvent dire, et la censure sur Internet pourrait être en cours⁴ (nous en parlerons plus tard).

Dans l'article 189 du rapport annuel 2019 du Comité de la sécurité nationale et du renseignement du Canada, le député libéral David McGuinty rapporte:

Le 12 mars 2020— « Le comité croit qu'il existe de nombreuses preuves *** que le Canada est la cible d'activités d'interférence étrangère importantes et soutenues. *** RPC [République Populaire de Chine], Fédération de Russie, *** autres États ***.

Le Comité estime que ces États ciblent le Canada pour diverses raisons; mais tous cherchent à exploiter l'ouverture de notre société et à pénétrer nos institutions fondamentales pour atteindre leurs objectifs.

Ils ciblent les communautés ethnoculturelles, cherchent à corrompre le processus politique, manipulent les médias et tentent d'organiser des débats sur les campus postsecondaires.

Chacune de ces activités pose un risque important pour les droits et libertés des Canadiens et la souveraineté du pays. Ils constituent une menace évidente pour la sécurité du Canada. »⁵ (PDF) C'est une reconnaissance importante d'un député qui fait partie du gouvernement.

D'autre part, le gouvernement travaille également sur le projet de loi C-10; *Le magazine Maclean's* l'interprète de cette façon:

Le ministre libéral du Patrimoine Stephen Guilbeault « . . . a promis que sa législation visera le contenu et les sites et services Internet partout dans le monde, à condition [qu'ils soient] accessibles aux Canadiens. L'implication évidente est que le gouvernement prévoit d'introduire un blocage de contenu obligatoire pour empêcher ce contenu d'entrer au Canada en tant que soi-disant dernier recours.

« Cela suggère d'exiger des fournisseurs Internet qu'ils installent des capacités de blocage, de créer des arbitres de contenu pour émettre des ordres de blocage, de renoncer à la neutralité du Net et de construire un mur Internet canadien. »⁶

Semblable, peut-être au « Grand pare-feu⁷ de la Chine communiste? »

Action4Canada, une coalition de citoyens inquiets à travers le pays, a ajouté ce commentaire sur le projet de loi C-10 (et aussi une liste d'actions inquiétantes⁸ du PCC): « Les libéraux ont également essayé de se faufiler dans une section supplémentaire qui ferait taire les messages privés des individus et les vidéos. Heureusement, cela a été rapidement repoussé et ils l'ont donc retiré, mais le fait qu'ils aient essayé de le faire après la fermeture du comité d'examen en dit long. »

Notre pays ne doit pas être dirigé comme une dictature. Les députés de tous bords devraient dénoncer le pouvoir et le contrôle croissants du Premier Ministre et de son cabinet. En tant que citoyens, nous devons faire de même; les voix insistantes des électeurs peuvent donner du courage aux députés lâches.

Priez pour le Canada . . . et priez pour les quelques politiciens - et le PHC, le seul parti politique - qui s'emploient à défendre les droits donnés par Dieu des Canadiens et des Canadiennes.

Rejoignez le PHC du Canada aujourd'hui et défendez notre démocratie.⁹

Notes de bas de page

¹ www.youtube.com/watch?v=eqnmfNiaM-Y

² www.youtube.com/watch?v=n2fp0Jeyjvw&t=183s

³ www.youtube.com/watch?v=Hx3DhoLFO4s

⁴ carm.org/social-justice/what-is-the-social-credit-system/

⁵ www.nsicop-cpsnr.ca/reports/rp-2020-03-12-ar/annual_report_2019_public_en.pdf

⁶ www.macleans.ca/opinion/the-real-consequences-of-steven-guilbeaults-battle-with-the-web-giants/

⁷ www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/chinas-scary-lesson-to-the-world-censoring-the-internet-works/2016/05/23/413afe78-fff3-11e5-8bb1-f124a43f84dc_story.html

⁸ action4canada.com/chinese-communist-party-and-trudeau-plan-to-control-the-internet-and-us/

⁹ www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous